

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Deux manifestes de l'Exécutif (*Amédée Dunois*).  
— Réponse au camarade Gorter (*L. Trotsky*). —  
Héros et Martyrs du Communisme : Brookfield  
(*Tom Barker*).

La Crise économique et politique aux Balkans  
(*Ch. Kabaktchaiev*). — Les problèmes révolutionnaires en Amérique (*William Haywood*). — Comité  
de la 3<sup>e</sup> Internationale, etc...

## Deux Manifestes de l'Exécutif

**M**ANDIS que l'Internationale d'avant-guerre ne sortait qu'à des intervalles éloignés de sa torpeur mérovingienne, l'Internationale communiste ne cesse d'attester, au contraire, sa foi communicative dans ce qu'avec les philosophes nous appelons *le primat de l'action*. Elle parle, il est vrai ; elle parle, elle écrit. Mais la parole et l'écrit ne sont pour elle que des moyens : des moyens de se tenir en permanent contact avec les masses populaires, de susciter, d'entretenir en elles l'énergie militante, de les exhorter au combat, de les guider dans la voie de l'émancipation. La III<sup>e</sup> Internationale est, dans toute la vérité du terme, une *Internationale d'action*. En quoi elle se montre fidèle au matérialisme historique de Marx, à cette philosophie prolétarienne dont M. Ch. Andler a très bien vu qu'elle « amène une orientation de toute pensée vers la pratique et de toute pratique vers l'organisation réfléchie » (1).

A quelques jours de distance, l'Internationale communiste a lancé deux vibrants appels aux prolétaires de tous les pays. Tous les deux seront entendus, encore que la grande presse d'information, si empressée à donner asile aux plus absurdes fables de Bouïrtzev ou d'Alexinsky, ne les ait pas même mentionnés. — Le premier est relatif à la famine qui me-

nace la Russie du Sud-Est, l'autre au récent Congrès de l'Internationale. On les a lus l'un et l'autre dans le dernier numéro de ce *Bulletin*. Mais il n'est pas inutile d'y revenir un instant.

..

Le manifeste sur la famine dit excellemment tout ce qu'il fallait dire sur ce pitoyable sujet. Après avoir souligné l'étendue de la catastrophe, il montre les gouvernements du capital s'appêtant à la mettre à profit, soit en lançant contre la République des Soviets les bataillons armés de la Petite Entente, soit en sommant le gouvernement des ouvriers et des paysans de se soumettre, en échange du blé qu'on lui livrerait, à des conditions dégradantes, et donc inacceptables.

Et alors, le manifeste s'adresse aux ouvriers et aux ouvrières du monde entier. — « N'oubliez pas, leur dit-il, que depuis des années, le sang des ouvriers et des paysans russes coule pour nous, que les classes laborieuses de ce qui fut l'Empire des tsars ont souffert mille maux pour la cause sacrée du prolétariat universel !... Certes, le gouvernement des Soviets, dans cette œuvre de sauvetage de plus de vingt millions de malheureux, n'entend écarter le concours d'aucune classe sociale, d'aucune bonne volonté individuelle, mais il sait bien que rien ne sera fait de vaste, d'utile et de bon qui ne sera fait par la classe ouvrière. C'est à elle de prendre la tête du mouvement de secours à la

(1) « Vers l'organisation réfléchie » et, ajouterons-nous, vers le combat.

Russie qui souffre. Elle le doit, elle le peut ; elle le fera. Ce qui, pour les autres classes, serait charité humaine, est pour elle quelque chose de plus : solidarité prolétarienne, internationalisme ouvrier. Ce qu'on l'appelle à démontrer par des actes, c'est qu'au sein de ce vieux monde que la propriété, individuelle et le nationalisme livrent sans défense aux fureurs de l'égoïsme, de la concurrence et de la guerre — « il y a une grande famille ouvrière solidaire prête à partager son dernier morceau de pain avec le frère qui souffre ».

L'œuvre de secours à la Russie est autre chose pour nous qu'une entreprise humanitaire ; c'est une action de classe, par conséquent *une action politique*. En répondant à l'appel du Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale contresigné par les Partis communistes de tous les pays, le prolétariat international n'affirmera pas seulement la proverbiale générosité de son grand cœur ; il affirmera par surcroît sa puissance de classe, son aptitude accrue aux actions mondiales par où se manifeste sa mission historique.

Mais j'ai hâte d'en venir au second manifeste, à celui que l'Internationale adresse aux prolétaires communistes à l'issue du Congrès de Moscou. Les communistes y trouveront, sous la forme pratique d'une série de mots d'ordre, les conclusions factiques auxquelles ont abouti les longues délibérations de ce troisième Congrès. Tous ces mots d'ordre sont à retenir et seront médités avec fruit par le prolétariat militant.

Ils condensent en un petit nombre d'impérieuses formules l'expérience d'une année de luttes prolétariennes dont quelques-unes furent de sanglants combats. Et c'est merveille de voir comme l'Internationale, tout en gardant intacte sa foi révolutionnaire, tout en proclamant de nouveau sa volonté de ne laisser passer aucune occasion d'agir révolutionnairement, sait critiquer les erreurs et les fautes auxquelles, par la véhémence de leur zèle, certaines de ses sections furent parfois conduites.

Parce qu'ils sont à l'avant-garde du mouvement, les Partis communistes doivent se préoccuper avant tout de ne pas se laisser couper du gros de l'armée qu'ils précèdent. Et le mot d'ordre fondamental qui nous vient de Moscou, c'est qu'il faut nous préparer à des combats qui soient des combats de masses, d'un carac-

tere décisif et non, comme il est arrivé, d'onéreuses escarmouches d'avant-garde.

*Allez aux masses !* s'écrie l'Exécutif... A la veille des grands combats qui vous attendent, que les masses soient avec vous, car c'est des masses et non de vous que sortira la décision finale.

Et l'Exécutif d'établir que la résolution mondiale est en marche, que le capitalisme est définitivement impuissant à débrouiller le chaos où il a jeté le monde, et que loin de sortir du chaos, nous y enfonçons tous les jours davantage.

La révolution est inévitable et c'est parce qu'elle est inévitable qu'il ne nous serait pas pardonné de n'y point préparer les masses. D'où cet autre mot d'ordre : *Préparez le front unique du prolétariat mondial !* Autrement dit : Balayez ce qui fait obstacle à l'unité de front du mouvement ouvrier ; balayez les socialistes parlementaires et les bureaucrates syndicaux qui, intéressés à la prolongation du *statu quo* et complices plus ou moins conscients de la bourgeoisie, sont les ennemis jurés de l'action directe, de la grève générale et de la révolution.

Mais comment arracher les masses à l'influence de tous ces endormeurs ? A l'aide d'arguments théoriques ? Les masses n'y sont guère sensibles et c'est faire la partie trop belle aux traîtres qu'elles gardent encore à leur tête. Quand nous disons : *dictature*, ils ripostent : *démocratie*, et le tour est joué. C'est sur la question du pain, du salaire, du logement que nous devons leur livrer bataille et les battre. Les masses viendront à nous quand elles auront compris — comme l'indiquait chez nous, dernièrement, Monatte, — que les vrais réformistes, — Monatte disait, je crois, les seuls, — c'est encore les révolutionnaires !

Quand les masses seront avec nous, quand Amsterdam, vaincu, reculera devant Moscou, c'est alors que notre tâche positive commencera. Nous aurons à tenir sans cesse éveillé en nous et dans les masses l'esprit de combat. Mais nous aurons surtout à préparer stratégiquement et tactiquement la guerre civile. « *A la stratégie du capital*, nous dit l'Internationale, *opposez la stratégie du prolétariat.* » Et cette idée de la préparation technique de la révolution sociale lui semble tellement essentielle qu'elle y revient quelques alinéas plus loin

en des termes presque identiques : « *A la stratégie de l'ennemi, il faut opposer la stratégie intelligente et réfléchie du prolétariat* ». Et l'Internationale ajoute, précisant encore sa pensée : « Il ne suffit pas de l'ardeur au combat des avant-gardes, il ne suffit pas de leur courage et de leur décision. Le combat doit être préparé et organisé de façon à *entraîner les plus grandes masses...* »

On ne saurait mieux dire et voilà une réponse cinglante aux timorés et aux hypocrites de chez nous qui prétendaient à Tours que l'adhésion à l'Internationale communiste devait nous faire glisser aux pires aventures. « *Le putsch en permanence !* » disait je ne sais plus qui. Il y a, à la vérité, des circonstances exceptionnelles où même le *putsch* est une nécessité inéluctable. Mais l'Internationale communiste n'érige pas le *putsch* en maxime universelle. Elle sait qu'il est trop facile au capital « d'infliger des défaites aux avant-gardes du prolétariat isolées du gros de la masse ». Aussi fait-elle une règle aux partis affiliés de ne jamais s'éloigner des masses. La révolution communiste sera une action de masses où elle ne sera pas. Conquérir les masses ! voilà le devoir révolutionnaire primordial, les conquérir et les garder !

Quand, en avril, nous nous sommes refusés au Comité Directeur, à donner aux jeunes hommes de la classe 19 le mot d'ordre de désertion que le gouvernement et les dissidents attendaient de notre imprudence, nous nous conformions à l'avance aux directives de l'Internationale. Les dissidents ricanaient : « *Moscou va les désavouer* », disaient les bons apôtres. Moscou nous a approuvés. Et ceux qui ricanaient n'ont plus qu'à rire jaune !

Le manifeste de l'Internationale est un acte de raison politique, de sagacité révolutionnaire. L'Internationale communiste est absolument digne de la confiance que nous avons mise en elle. A mi-distance de l'opportunisme lâche et de la précipitation aveugle — ces deux écueils qu'il faut éviter à tout prix, — elle trace au mouvement sa véritable voie. Elle est le bon pilote de la révolution universelle.

Amédée DUNOIS.

P.-S. — Au commencement du troisième paragraphe de mon dernier article, il faut lire : « *Tout l'effort des majoritaires à Lille* » et non « *à briller* ».

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Réunion Plénière

Séance du 5 août 1921

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de *Grandin*.

Il est donné lecture d'une lettre d'excuses de Rappoport. De nombreux camarades assistent à la réunion. Fromentin donne connaissance de la circulaire envoyée aux groupes à l'issue de la réunion des secrétaires.

Une discussion s'engage ensuite sur l'ordre du jour. Carcamo, Honel, Mercier, Leibovici, Reynaud, Cartier interviennent. Boyet et Fromentin donnent lecture des deux motions devant servir de base à la controverse sur l'attitude du Parti Communiste depuis le Congrès de Tours. Un large débat a lieu sur cette question. Hartmann, Dodat, Palicot, Reynaud, Walter, Cartier, Clamamus, Lagorgette, Boyet, Hagnauer, Mercier, Sarotte et différents camarades prennent la parole et exposent leur point de vue. Il est décidé que plusieurs séances seront consacrées à l'examen de cette question et que la prochaine réunion plénière du Conseil aura lieu le jeudi 11 août.

La séance est levée à 23 h. 30.

Les Secrétaires adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.

La prochaine réunion plénière du Comité aura lieu le jeudi 18 août, à 21 heures, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

Suite de la discussion concernant l'attitude du Parti Communiste depuis le Congrès de Tours.

Tous les adhérents du Comité doivent être présents à cette réunion.

Les Secrétaires adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.

## A nos Amis

Le *Bulletin Communiste* contient une documentation unique sur le mouvement communiste international.

Le *Bulletin Communiste* publie tous les documents de la 3<sup>e</sup> Internationale.

Le *Bulletin Communiste* paraît tous les jeudis sur 16, 20, 24 ou 32 pages.

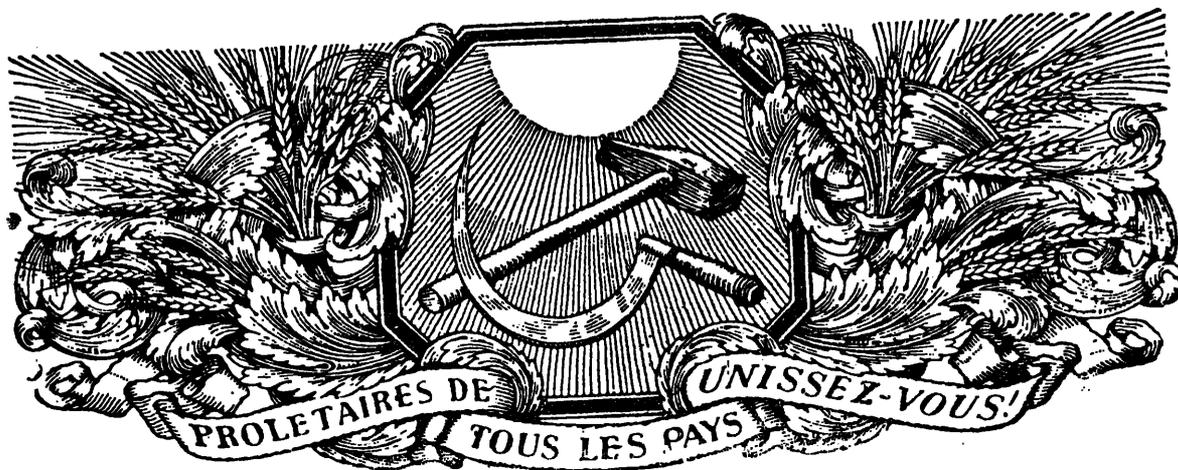
Le *Bulletin Communiste* doit être en vente dans tous les kiosques.

Les Groupes du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale et les Sections du Parti Communiste doivent être abonnés au *Bulletin Communiste*.

### POUR NOS CAMARADES RUSSES

Le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale fait un pressant appel à tous ses adhérents pour qu'ils versent IMMEDIATEMENT le montant d'une de leurs journées de travail au profit de nos camarades de Russie.

Nul n'a le droit de se soustraire à ce geste de solidarité. Envoyer les fonds au camarade Cartier, trésorier, 120, rue Lafayette.



## Réponse au Camarade Gorter

*Nous publions ci-dessous le texte du discours prononcé par notre camarade Trotsky à la séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste du 24 novembre 1920.*

*Ce discours qui constitue une réponse aux critiques du camarade Gorter vient seulement de nous parvenir. Il n'a rien perdu de son actualité.*

Camarades,

Ne pouvant improviser un discours-programme, selon l'expression du camarade Zinoviev, je me bornerai à formuler ici quelques observations critiques concernant le discours-programme que le camarade Gorter a prononcé ici, en manière de remontrance à l'Internationale Communiste. Force m'est de commencer par quelques observations préliminaires. Le camarade Gorter ne s'est pas borné à définir sa tendance ; il nous a aussi tâchés et éclairés, nous autres, attardés de l'Europe orientale, au nom de l'Europe occidentale. Je suis fâché de n'avoir pas vu le mandat du camarade Gorter, ce qui fait que je ne sais pas s'il est bien exactement mandaté par l'Europe occidentale pour nous faire ces remontrances. Pour autant que j'en puis juger, le discours du camarade Gorter ne contient que la répétition des critiques et des formules qu'il a maintes fois opposées au programme et aux principes tactiques de la 3<sup>e</sup> Internationale, programme et principes que nous avons — nous autres, socialistes de l'Orient, — énoncés en plein accord avec nos amis et camarades chaque jour plus nombreux de l'Europe occidentale. Nous ne pouvons pas, d'autre part, ne pas nous rappeler que le camarade Gorter ne parle qu'au nom d'un petit groupe qui n'exerce que peu d'influence sur le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Ce qu'il faut établir tout d'abord, afin d'éviter tout malentendu.

Si je voulais me comporter comme Gorter et situer les opinions révolutionnaires politiques dans les limites des coutumes nationales, je dirais que

le camarade Gorter raisonne plutôt en Hollandais qu'en Européen occidental. Il ne parle pas au nom de la France, de l'Allemagne, pays où le prolétariat a une grande expérience ; il parle surtout au nom d'une fraction d'un petit parti hollandais, lequel a, certes, ses mérites, mais n'en a pas moins été, jusqu'à présent, privé de la possibilité d'agir à la tête des grandes masses, en qualité de force révolutionnaire. C'est plutôt un parti de propagande qu'un parti de combat. Il contient des militants que nous apprécions hautement, mais qui n'encourent guère le reproche adressé de si haut par le camarade Gorter au camarade Zinoviev, à la suite de l'intervention de ce dernier au Congrès de Halle, le reproche de vouloir à tout prix rallier les masses. Un parti qui a réussi à faire, en quelques dizaines d'années, deux mille prosélytes, ne peut pas être accusé de rechercher la popularité, ou tout au moins de la rechercher avec succès. Mais il s'avère, d'après le camarade Gorter que, parmi les deux mille communistes hollandais qu'il a formés et au milieu desquels il s'est formé, l'unité de vues n'a pas été absolue quant à des événements capitaux : certains membres de ce parti ont, pendant la guerre, accusé certains autres de soutenir l'Entente. La Hollande est un beau pays, mais elle n'est pas encore entrée dans la voie des grandes luttes révolutionnaires où se forme la pensée de l'Internationale Communiste.

Gorter nous a reproché d'être trop Russes. Il n'est assurément donné à personne de transformer totalement sa nature. Mais nous croyons tout de même que le camarade Gorter aborde la question d'une façon un peu trop géographique et, en politique, se rapproche un peu trop des opportunistes et des socialistes jaunes lorsqu'il nous dit : « Si les Chinois voulaient vous imposer, à vous, Russes, leur méthode et leur forme d'action, vous leur répondriez probablement qu'ils parlent trop chinois et que leurs propositions ne peuvent pas devenir obligatoires pour les Russes. » Le camarade Gorter tombe ici dans l'étroitesse nationale la plus bornée. Notre point de vue est que l'économie mondiale constitue un système organique défini, sur les bases duquel se développe la révolution

mondiale prolétarienne ; et l'Internationale Communiste s'oriente dans le complexus de l'économie mondiale en l'analysant par les méthodes scientifiques du marxisme et en tenant compte de l'expérience entière des luttes passées. Ce qui, loin de les exclure, suppose des particularités de développement propres à chaque pays et des phases particulières de développement. Mais toutes ces particularités ont besoin, pour être appréciées avec justesse, d'être examinées en connexion avec la situation internationale. Ce que ne fait pas le camarade Gorter, et c'est pourquoi il lui arrive de se tromper si cruellement.

C'est ainsi que, lorsqu'il affirme que le prolétariat hollandais est seul dans la lutte, alors que le prolétariat russe a l'appui des masses paysannes, cette affirmation est trop unilatérale et, par conséquent, inexacte. Le prolétariat anglais n'est pas si isolé que cela, l'empire anglais s'étendant sur les deux hémisphères. L'industrie anglaise et la situation du capital anglais dépendent en tout des colonies ; l'action du prolétariat anglais dépend donc de celle des masses populaires des colonies. L'action du prolétariat anglais contre le capital de la métropole doit être également orientée conformément aux intérêts et à l'état d'esprit du paysan indou. Les prolétaires anglais ne remporteront pas la victoire définitive, tant que les peuples de l'Inde ne se lèveront pas et tant qu'il n'aura pas lui-même donné à leur action un but et un programme ; dans les Indes, d'autre part, la victoire est impossible sans le concours et la direction du prolétariat anglais. Et voici la collaboration révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie de l'Empire britannique.

Nous nous trouvons, tant au point de vue social qu'au point de vue géographique, au point de divergence des pays possesseurs des colonies et des pays colonisés. Nous étions colonisés, en ce sens que les plus grandes fabriques de Pétersbourg et de Moscou étaient alimentées par la finance européenne et américaine qui en recevaient la plus-value. Le fait que le capitaliste industriel russe n'était, en réalité, que le troisième intermédiaire du capital financier international conférait immédiatement à l'action du prolétariat russe une portée révolutionnaire internationale. Les ouvriers russes se heurtaient, d'une part, au capital financier coalisé russe, français, belge, etc., et, d'autre, aux masses paysannes arriérées, encore maintenues dans une sorte de demi-servage. Nous avions en quelque sorte chez nous, simultanément, Londres et les Indes. Bien que très arriérés, nous nous rapprochions ainsi des problèmes européens et des problèmes mondiaux, envisagés dans leur plus grande ampleur historique.

Mais ce n'est pas seulement par la question nationale que nous nous sommes formé notre conception de l'action révolutionnaire. Dès nos premiers pas, nous avons reçu l'enseignement de Marx, enrichi par toute l'expérience d'un demi-siècle de luttes prolétariennes, et c'est à l'aide de la méthode marxiste que nous avons analysé les conditions de lutte qui nous étaient faites à nous-mêmes. A seule fin de nous libérer tant soit peu du reproche d'inertie russe que l'on nous fait, je me permettrai de rappeler ici que nombreux sont ceux d'entre nous qui ont, pendant de longues années, participé aux mouvements ouvriers de l'Europe occidentale. La plupart des chefs du Parti Communiste russe ont vécu et milité en Allemagne, en Autriche, en France, en Angleterre, en Amérique, avec les meilleurs militants de ces

pays. Et ce n'est pas quelque théorie purement russe qui nous a aidés à comprendre les événements de Russie et à les rattacher à la révolution mondiale. C'est la théorie marxiste et le fait que des générations entières de révolutionnaires russes ont passé par les écoles révolutionnaires de l'Europe occidentale. Je me permettrai seulement d'ajouter à cela que les auteurs du *Manifeste Communiste* appartenaient aussi, de leur temps, au peuple de l'Europe le plus arriéré sous le rapport industriel. Mais, armés d'une méthode qu'ils s'étaient faite, ils se basaient, dans leur estimation de la situation en Allemagne, sur la double expérience de la Révolution française et du capitalisme anglais.

Je le répète, quand le camarade Gorter dit qu'au contraire de ce qui s'est vu en Russie, le prolétariat d'Occident sera tout à fait seul, il souligne ainsi une différence de situation indiscutable entre la classe paysanne russe et celle de l'Europe occidentale. Mais il passe outre un fait plus important encore, qui est le caractère international de la révolution même et des relations sociales. Il aborde la question du point de vue insulaire anglais, oubliant l'Asie et l'Afrique, oubliant la connexion de la révolution prolétarienne en Occident avec les révolutions nationales agraires de l'Orient. Et c'est ici le talon d'Achille du camarade Gorter.

Dans la question des syndicats d'industrie, l'attitude du camarade Gorter est tout à fait déconcertante. Il semble parfois que la question se réduise pour lui à une modification des formes d'organisation. A la vérité, la question est ici beaucoup plus profonde. Tout le discours du camarade Gorter exprime la peur de la masse. Le camarade Gorter est surtout un pessimiste. Il ne croit pas à la révolution prolétarienne. Ce n'est pas pour rien qu'il a parlé avec un tel dédain de la poursuite des masses par la 3<sup>e</sup> Internationale. Il parle de la révolution sociale en poète, mais il n'a pas confiance en les bases matérielles de la révolution, en la classe ouvrière. Son point de vue est essentiellement individualiste et aristocratique. Or, l'aristocratie révolutionnaire est nécessairement pessimiste. Gorter soutient que nous ne savons pas, nous, Orientaux, combien la classe ouvrière s'est embourgeoisée, et que plus nous avons avec nous de masses, plus le danger est grand pour nous. Tel est bien le *leit-motiv* de son discours. Il ne croit pas à l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière. Il ne voit pas l'épaisseur du prolétariat sous la mince couche de bureaucrates privilégiés qui le recouvre.

Que suppose donc Gorter ? Que veut-il ? De la propagande. En réalité, toute sa méthode est là. « La révolution, dit-il, dépend non des besoins et des conditions économiques, mais de la conscience des masses ; et celle-ci se forme par la propagande. » La propagande est ici comprise dans un esprit tout à fait idéaliste, voisin de celui des vulgarisateurs rationalistes du dix-huitième siècle. Si la révolution dépend non des conditions d'existence des masses ou davantage de la propagande que de ces conditions, pourquoi ne l'avez-vous pas faite en Hollande ? Vous voulez maintenant substituer en réalité au développement efficace de l'Internationale, les méthodes de propagande et de sélection de travailleurs isolés. Vous voulez avoir une Internationale pure, je ne sais quelle Internationale de « purs » ; mais votre expérience hollandaise devrait bien vous enseigner qu'avec cette façon de faire, des désaccords graves se produisent dans l'organisation la mieux sélectionnée.

Son point de vue idéaliste fait que le camarade

Gorter tombe d'une contradiction dans l'autre. Il commence par la propagande qui embrasse à ses yeux toute l'éducation des masses et affirme ensuite que les révolutions se font avec des actes et non avec des paroles. Cette affirmation lui est nécessaire pour l'action antiparlementaire. Il est quelque peu édifiant que le camarade Gorter a dû prononcer un discours d'une heure et demie, pour nous prouver que les révolutions se font avec des actes et non avec des paroles. Nous l'avions auparavant entendu dire que les masses peuvent cependant y être préparées par la propagande, c'est-à-dire par des discours. Le fait que Gorter veut former un groupe choisi d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains qui, sans s'abaisser à des actions vulgaires, telle que la participation aux élections ou au mouvement syndical, éduqueraient les masses par des discours et des articles impeccables, jusqu'au moment où ces masses pourraient accomplir la révolution communiste, je le répète, ces idées sont profondément pénétrées d'un esprit individualiste.

L'affirmation anti-révolutionnaire de Gorter, suivant laquelle la classe ouvrière de l'Europe occidentale s'est, dans son entier, embourgeoisée, est radicalement fautive. S'il en était ainsi, cette constatation équivaldrait à un verdict de mort prononcé sur toutes nos espérances. Combattre la puissance d'un capital qui a réussi à embourgeoiser le prolétariat et la combattre par la propagande de quelques élus, serait désespérément utopique. Mais la vérité est que quelques sommets de la classe ouvrière, assez nombreux il est vrai, se sont, seuls, embourgeoisés.

Considérons les syndicats. Avant la guerre, ils groupaient, en Allemagne et en Angleterre, deux ou trois millions de travailleurs ; en France, près de 300.000 hommes. Ils englobent maintenant 10 ou 12 millions d'hommes en Allemagne, en Angleterre et en France. Comment pourrions-nous tenter d'agir sur les masses, en dehors de ces puissantes organisations dans lesquelles la guerre a fait rentrer des millions d'ouvriers ? Gorter a montré qu'il restait pourtant en dehors des syndicats plus d'ouvriers qu'il n'y a de syndiqués. Et c'est vrai, d'une façon générale. Mais comment Gorter compte-t-il agir sur ces masses arriérées qui, même à la suite du bouleversement formidable de la guerre, n'ont pas adhéré aux organisations économiques du prolétariat ? Pense-t-il que, seuls, les prolétaires embourgeoisés se sont syndiqués, alors que les purs sont restés en dehors des syndicats ? Ce serait naïf. Outre quelques centaines de milliers d'ouvriers privilégiés et corrompus, les éléments les plus conscients et les plus militants sont entrés par millions dans les syndicats, et nous ne trouverons pas, en dehors d'eux, de chemins pour aller vers les couches arriérées et les plus opprimées du prolétariat. La formation des noyaux communistes dans les syndicats signifie la pénétration de notre parti au sein des éléments les plus actifs, les plus conscients et par conséquent accessibles, à notre point de vue, de la classe ouvrière. Celui qui ne le comprend pas, celui qui ne voit pas derrière la mince écorce de privilégiés et de bureaucrates de la classe ouvrière, la grande masse des prolétaires syndiqués, celui qui prétend agir en dehors des syndicats, risque de clamer dans le désert.

### Le Parlementarisme

Gorter considère le syndicat et le parlementarisme comme des catégories situées en dehors de

l'histoire. Et comme les social-démocrates ne sont pas arrivés à faire la révolution en se servant des syndicats et du parlementarisme, Gorter propose de tourner le dos à l'un et à l'autre, sans remarquer que ce serait, en ce moment, se détourner de la classe ouvrière.

A la vérité, la social-démocratie, avec laquelle nous avons rompu en fondant la 3<sup>e</sup> Internationale, a marqué une époque dans le développement de la classe ouvrière, l'époque de la réformation et non de la révolution. L'historien de l'avenir comparant le développement de la bourgeoisie et celui du prolétariat dira que la classe ouvrière a eu, elle aussi, sa période de réformation.

Quel fut le trait essentiel de cette dernière ? Evacuée à l'action historique autonome, la bourgeoisie ne se donna pas tout d'abord pour tâche de conquérir le pouvoir ; elle tenta de s'assurer, dans la société féodale même, des conditions d'existence plus confortables, mieux adaptées à ses besoins. Elle élargit, dans ce but, les cadres de l'état féodal, elle le transforma, elle en fit une monarchie bureaucratique. Elle transfigura la religion en l'individualisant, c'est-à-dire en l'adaptant à l'esprit bourgeois. Ces tendances exprimèrent la faiblesse historique relative à la bourgeoisie. Mais s'étant assuré ces positions, la bourgeoisie alla à la conquête du pouvoir. La social-démocratie, elle, s'est révélée incapable de transformer le marxisme en action social-révolutionnaire. Le rôle de la social-démocratie s'est réduit à l'utilisation de la société bourgeoise et de l'état dans les intérêts des masses ouvrières. Bien que la conquête du pouvoir fût son but réel, cette idée n'eut aucune influence pratique. L'action parlementaire consista non à tirer un parti révolutionnaire du parlementarisme, mais à adapter la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise. Cette adaptation d'un prolétariat encore insuffisamment conscient de sa force aux conditions sociales, à l'étatisme, à l'idéologie de la société bourgeoise, fut évidemment un procès historique, mais rien qu'un procès *historique*, c'est-à-dire limité par certaines conditions de l'époque. L'époque de réformation prolétarienne créa son mécanisme de bureaucratie ouvrière, qui eut ses habitudes de pensée, sa routine, sa mesquinerie, sa malléabilité, sa myopie. Gorter confond ce mécanisme de bureaucratie avec les masses prolétariennes sur l'échine desquelles il s'est formé : d'où les illusions du camarade Gorter. Sa conception n'est pas matérialiste, n'est pas historique. Il ne comprend pas les relations réciproques entre une classe et un mécanisme historique temporaire, entre une époque passée et le temps présent. Il déclare : « Les syndicats ont fait faillite, la social-démocratie a fait faillite, le communisme a fait faillite et la classe ouvrière s'est embourgeoisée. Il faut commencer par le commencement, avec un groupe d'élus qui, en dehors de toutes les vieilles modalités d'organisation, apporteront au prolétariat la vérité pure, le nettoieront des préjugés bourgeois et le prépareront enfin à la révolution prolétarienne. » Comme je l'ai déjà dit, cette hauteur idéaliste n'est que le revers du scepticisme le plus profond.

Dès maintenant, à l'égard de l'époque à laquelle nous vivons, et plus particulièrement à l'égard de la révolution allemande, Gorter conserve toutes les particularités de sa pensée anti-matérialiste, anti-dialectique, anti-historique. Voici deux ans que la révolution dure en Allemagne. Nous observons là-bas la succession des groupements, des états d'esprit, des méthodes. Cette succession se fait

dans un certain ordre que l'on aurait pu et dû prévoir et que nous avons prévu en nous basant sur notre expérience et sur l'analyse des faits. Le camarade Gorter n'a cependant pas la moindre possibilité de nous donner un semblant de preuve, ou même de nous dire que le point de vue qu'il défend se développe systématiquement en Allemagne et y accroit son influence en s'enrichissant d'expérience révolutionnaire.

Le camarade Gorter parle avec le plus grand mépris de la scission qui s'est produite parmi les indépendants d'Allemagne. C'est, à ses yeux, un épisode insignifiant de l'existence des opportunistes et des discoureurs petits-bourgeois. Appréciation qui ne fait que prouver combien est superficiel le point de vue de Gorter. Car l'Internationale Communiste, dès sa période de gestation, avant sa fondation formelle, prévoyait — dans la personne de ses théoriciens — la formation inéluctable du Parti des Indépendants, sa transformation ultérieure et la scission. Nous prédisions cette dernière au début de la révolution. Nous y tendions. Nous la préparions avec les communistes allemands. Nous y sommes arrivés. La formation en Allemagne d'un Parti communiste unifié n'est pas un épisode insignifiant, mais un fait historique de la plus grande importance. Ce fait historique prouve, une fois de plus, la justesse de nos prévisions historiques et de notre tactique. Le camarade Gorter, avec ses discours de propagande formelle, avec ses discours rationalistes, devrait bien réfléchir avant de vouer à l'anathème une tendance qui croît avec la révolution et qui, prévoyant elle-même son lendemain et son surlendemain, se donne des buts clairs et sait les atteindre.

Mais, revenons au parlementarisme. Gorter nous dit : « Vous, Orientaux, que la démocratie bourgeoise et que la culture bourgeoise n'ont point séduits, vous ne vous rendez pas compte de ce que signifie, pour le mouvement ouvrier, le parlementarisme. » Puis, afin de nous éclairer un tantinet, le camarade Gorter nous fait connaître l'influence dissolvante du réformisme parlementaire. Mais si l'intelligence bornée des Orientaux ne sait pas s'orienter dans ces questions, ce n'est vraiment pas la peine de discuter avec nous. Je crains que le camarade Gorter, au lieu de nous apporter les derniers mots de la pensée révolutionnaire d'Europe occidentale, n'en exprime qu'un aspect, l'aspect conservateur et borné. Le *Manifeste Communiste* parut en son temps, et paraît encore aujourd'hui, à nombre de socialistes français et anglais, le produit de la culture allemande et d'un état d'esprit politique arriéré. Mais l'argument du méridien n'est pas assez convaincant. Bien que nous nous trouvions en ce moment au méridien de Moscou, nous nous considérons comme les représentants de l'expérience de la classe ouvrière, nous connaissons — et ce n'est pas seulement par des brochures — la lutte contre le réformisme dans le mouvement ouvrier international, nous avons observé de près, et avec sens critique, le parlementarisme social-démocrate dans divers pays, et nous nous représentons avec une netteté satisfaisante sa place dans le développement de la classe ouvrière.

A en croire Gorter, il y a dans les cœurs ouvriers trop de servilité à l'endroit du parlementarisme. C'est vrai. Mais il faut ajouter que dans les cœurs de certains idéologues, cette servilité est complétée par une sorte de crainte mystique du parlementarisme. Gorter pense qu'en faisant un détour d'un kilomètre pour ne pas passer par le Parlement, on verra diminuer ou disparaître la

servilité des ouvriers devant le parlementarisme. Tactique qui repose sur des superstitions idéalistes et non sur des réalités. Le point de vue communiste considère le parlementarisme, en rapport avec toutes les situations politiques, sans fétichisme, sans lui donner une valeur positive ou négative. Le Parlement est un instrument de duperie politique, destiné à endormir les masses, à répandre les illusions et les préjugés de la démocratie politique, etc. Voilà qui est indiscutable. Mais le Parlement occupe-t-il en cette matière une position isolée ? Les journaux, et tout d'abord les journaux social-démocrates, ne répandent-ils pas le poison petit-bourgeois ? Ne devons-nous pas, pour cette raison, renoncer à la presse en tant que moyen de propagande communiste parmi les masses, ou encore faut-il penser que l'attitude du groupe Gorter envers le parlementarisme compromettra ce dernier ? S'il en était ainsi, cela voudrait dire que l'idée de la révolution communiste, représentée par le camarade Gorter, se place, aux yeux des masses, au-dessus de tout. Mais alors, le prolétariat pourrait sans effort chasser le Parlement et prendre le pouvoir. Or, ce n'est pas le cas. Gorter lui-même, loin de nier la servilité des masses devant le parlementarisme, l'exagère plutôt sans mesure. Et quelle conclusion en tire-t-il ? Qu'il faut conserver la pureté de son groupe, c'est-à-dire de sa secte. En fin de compte, les arguments anti-parlementaires de Gorter peuvent servir contre toutes les formes de la lutte de classe du prolétariat, car toutes ces formes et toutes ces méthodes ont été profondément contaminées par l'opportunisme, le réformisme et le nationalisme. En combattant l'action dans les syndicats et dans le Parlement, Gorter ignore la différence entre la troisième Internationale et la deuxième, entre le communisme et la social-démocratie et, ce qui est plus grave, ne se rend pas compte de la différence de deux époques historiques et de deux conjonctures mondiales.

Gorter reconnaît d'ailleurs lui-même que les discours parlementaires de Liebknecht eurent avant la révolution une portée considérable. Mais, dit-il, la révolution commencée, le parlementarisme perd toute raison d'être. Le camarade Gorter néglige, par malheur, de nous dire de quelle révolution il est question. Liebknecht parlait au Reichstag, à la veille de la révolution bourgeoise; maintenant, le gouvernement bourgeois et le pays entier vont, en Allemagne, au-devant de leur révolution prolétarienne. En France, la révolution bourgeoise s'est accomplie, il y a longtemps ; la révolution prolétarienne n'a pas eu lieu, et rien ne nous garantit qu'elle aura lieu demain, dans une semaine ou même dans un an. Gorter reconnaît, comme nous lui avons entendu dire, que l'utilisation du parlementarisme est admissible et opportune avant la révolution. Voilà qui est parfait. Mais, hélas ! l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la plupart des pays civilisés du monde ne sont pas encore entrés dans la révolution prolétarienne. Nous traversons l'époque de préparation de celle-ci. Si les discours parlementaires de Liebknecht pouvaient avoir, avant la révolution, une signification révolutionnaire, pourquoi Gorter se refuse-t-il à admettre le parlementarisme à l'époque préparatoire actuelle ? Ou bien ne voit-il pas l'intervalle entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne allemande, intervalle de deux ans qui peut se prolonger encore ? Nous observons ici, chez le camarade Gorter, un manque évident de réflexion qui l'amène à des contradictions. Il considère, semble-t-il que l'Allemagne étant, « d'une façon gé-

nérale », entrée dans la période révolutionnaire, il faut, « d'une façon générale », répudier le parlementarisme. Mais comment faire, dans ce cas, avec la France ? Les préjugés idéalistes peuvent seuls nous dicter le refus d'utiliser la tribune parlementaire dont nous pouvons et devons tirer parti, afin précisément de saper dans les milieux ouvriers la superstition parlementaire et celle de la démocratie bourgeoise.

Il est très vraisemblable que toute parole prononcée par Liebknecht au Parlement, dans l'Allemagne pré-révolutionnaire, y trouverait beaucoup plus d'écho qu'elle n'en trouverait aujourd'hui. J'admets d'ailleurs qu'à une époque où l'on sent venir la révolution, les discours parlementaires les plus révolutionnaires ne peuvent produire l'effet qu'ils produisaient ou pouvaient produire il y a quelques années, lorsque le militarisme atteignait son apogée. Nous ne disons pas que l'importance du parlementarisme soit toujours et partout la même. Au contraire, le parlementarisme et sa place dans l'action du prolétariat doivent être examinés du point de vue des situations concrètes, dans le temps et l'espace. Mais c'est précisément la raison pour laquelle la répudiation absolue du parlementarisme est bien une sorte de préjugé bien caractérisés. En dernier lieu, elle équivaut à la crainte ridicule de ce vertueux personnage qui ne sortait pas de chez lui pour ne point rencontrer la tentation. Révolutionnaire et communiste, militant sous le contrôle et la direction effectifs d'un parti prolétarien centralisé, je puis travailler dans les syndicats, au front, dans les journaux, sur les barricades, au Parlement, tout en restant ce que je dois être, non un parlementaire, non un gazetier, non un fonctionnaire syndical, mais bien un révolutionnaire communiste, qui tire parti de tous les moyens, dans l'intérêt de la révolution sociale.

### La Masse et les Chefs

Enfin, le dernier chapitre de Gorter s'intitule : *La Masse et les Chefs*. L'idéalisme et le formalisme de mon contradicteur s'y expriment avec autant de netteté que partout ailleurs. « Ne recherchez pas l'appui des grandes masses, nous recommandons le camarade Gorter ; mieux vaut n'avoir qu'un petit nombre de bons camarades. »

Telle quelle, cette formule est dénuée de sens. Tout d'abord, nous voyons, par l'exemple de la Hollande et de bien d'autres endroits, que le petit nombre des membres organisés, conservé avec le plus grand soin, ne préserve pas les partis des oscillations idéologiques, mais facilite même ces dernières dans une certaine mesure, car une organisation du type des sectes ne peut avoir la stabilité voulue. En second lieu, et c'est l'essentiel, n'oublions pas que la révolution est notre but. Or, la révolution ne peut être dirigée que par une organisation de masse. L'action de Gorter contre le « culte des chefs » a un caractère purement idéaliste, presque verbal, et il tombe à chaque instant dans des contradictions. « Point n'est besoin de chefs, déclare-t-il ; le centre de gravité de l'action doit être transporté dans les masses. » Mais, d'autre part, il nous conseille de ne pas rechercher l'appui des masses. Les relations entre le parti et la classe ouvrière se définissent, à l'entendre, comme des relations purement pédagogiques entre une petite association de propagandistes et le prolétariat contaminé par la bourgeoisie. Mais c'est précisément dans les organisations où règne la peur de la masse, où l'on ne leur fait point con-

fiance, où l'on veut recruter des adhérents par la propagande individuelle, où le travail se fait non sur les bases de la lutte des classes, mais sur celles d'un enseignement idéaliste, c'est précisément dans ces organisations que les chefs jouent un rôle tout à fait exagéré. Je n'ai pas besoin de citer des exemples. Le camarade Gorter en trouvera lui-même un grand nombre (*Exclamations* : « Le Parti Communiste allemand ! ») L'histoire du Parti Communiste allemand est encore trop récente. Ce parti n'a encore conduit les masses que dans une trop faible mesure pour qu'on puisse le citer dans le but de définir les rapports entre les chefs et les masses. Ce n'est qu'à présent, après la scission du Parti des Indépendants, scission qui s'est produite grâce au travail du Parti Communiste — et malgré ses incontestables fautes isolées que vous vous attachez à souligner — ce n'est qu'à présent que s'ouvre une nouvelle époque dans la vie du prolétariat et du communisme allemand. L'éducation des masses et la sélection des chefs, le développement de la spontanéité des masses et l'institution d'un contrôle sur les chefs, sont autant de faits interdépendants qui se conditionnent les uns des autres. Je ne connais pas de recettes qui permettent de reporter artificiellement le centre de l'action des chefs aux masses. Gorter indique la propagande d'un groupe choisi. Admettons-le un instant. Mais tant que cette propagande n'aura pas conquis les masses, le centre de l'action sera évidemment parmi ceux qui la feront, chefs et initiateurs. La lutte contre les chefs ne fait le plus souvent qu'exprimer d'une façon démagogique la lutte contre les idées et les méthodes représentées par certains chefs. Si ces idées et ces méthodes sont bonnes, l'influence des chefs en question correspond à celle de bonne méthode et de bonnes idées, et ne parlent au nom de la masse que ceux qui savent conquérir la masse. De façon générale, les rapports entre la masse et les chefs dépendent du niveau politique et intellectuel de la classe ouvrière, du fait qu'elle a ou n'a pas de traditions révolutionnaires et l'habitude d'agir avec ensemble, et, enfin, de l'épaisseur de la couche prolétarienne qui a passé par les écoles de la lutte des classes et de l'éducation marxiste. Il n'y a pas de problème des chefs et de la masse considérés en soi. Élargissant toujours sa sphère d'influence, pénétrant tous les domaines de la vie et de l'action de la classe ouvrière, entraînant dans la lutte pour la transformation sociale des masses ouvrières toujours plus larges, le Parti Communiste approfondit et élargit, par là-même, la spontanéité des masses ouvrières, sans pour cela diminuer le rôle des chefs, auquel il donne au contraire une ampleur historique sans précédent, mais qu'il rattache plus étroitement à l'action spontanée des masses et qu'il soumet à leur contrôle conscient et organisé.

Gorter soutient qu'on ne peut pas commencer la révolution, tant que les chefs n'auront suffisamment élevé le niveau mental de la classe ouvrière pour que celle-ci comprenne bien sa mission historique. Mais c'est là de l'idéalisme le plus pur ! Comme si le commencement de la révolution pouvait en réalité dépendre du degré d'éducation de la classe ouvrière et non d'une série d'autres facteurs — intérieurs et internationaux — économiques et politiques et, en particulier, des besoins des masses laborieuses les plus déshéritées, car — n'en déplaise au camarade Gorter — le besoin demeure le ressort le plus important de la révolution prolétarienne. Il se peut très bien que la révolution se produise en Hollande par

suite de l'aggravation ultérieure de la situation de l'Europe, à un moment où le Parti Communiste hollandais ne sera encore qu'un groupe numériquement faible. Entrés dans le tourbillon révolutionnaire, les ouvriers hollandais ne se demanderont pas, s'ils doivent ou non, attendre que le Parti Communiste ait achevé leur préparation à une participation tout à fait consciente et concertée aux événements. — Il est tout à fait probable que l'Angleterre entrera dans la révolution prolétarienne avec un Parti Communiste relativement peu nombreux. Il n'y a rien à y faire, la propagande des idées communistes n'étant pas le facteur unique de l'histoire. Il n'y a qu'une conclusion à en tirer. C'est que la classe ouvrière anglaise, si l'intervention de grandes causes historiques l'entraîne d'ici peu dans la révolution prolétarienne, devra au cours de sa lutte pour le pouvoir et aussitôt après la conquête du pouvoir créer son parti des masses, l'élargir et l'affermir ; et que, dans la première période de la révolution, le Parti Communiste anglais devra, sans se détacher du mouvement et en tenant compte du degré d'organisation et de conscience du prolétariat, s'efforcer de développer au sein des événements le maximum de conscience communiste.

Mais, revenons à l'Allemagne.

A l'heure où s'ouvrit l'époque révolutionnaire, il n'y avait pas en Allemagne d'organisation de parti prête au combat. La classe ouvrière se vit obligée de former son parti révolutionnaire dans le feu même de l'action. D'où, le caractère prolongé de cette lutte et ses grands sacrifices. Qu'observons-nous, en Allemagne ? Des offensives et des retraites, des insurrections et des défaites, des passages de l'offensive à la défensive, l'auto-critique, l'auto-épuration, les scissions, la révision des méthodes et le changement des chefs, de nouvelles scissions et de nouvelles unions. Dans ce creuset, un Parti Communiste authentique se forme par une formidable expérience révolutionnaire. Considérer avec dédain ce long procès comme une « brouille de chefs », comme des querelles de famille entre opportunistes, etc., n'est que la preuve d'une myopie excessive, — pour ne point parler de cécité. Quand on voit comme la classe ouvrière allemande a permis à ses chefs, les Scheidemann et les Ebert, de l'asservir au nom de l'impérialisme, comme elle a ensuite rompu avec ces impérialistes, et, cherchant une orientation nouvelle, accordé une influence temporaire aux Hilferding et aux Kautsky, comme ensuite la fraction la meilleure et la plus combattive des masses ouvrières allemandes a créé son Parti Communiste, d'abord peu nombreux, mais qui comptait avec raison et fermeté sur les progrès ultérieurs de l'esprit révolutionnaire ; quand on observe encore la différenciation des éléments opportunistes et révolutionnaires et la scission entre la démocratie ouvrière et les masses révolutionnaires — celles-ci entraînant avec elles les meilleurs chefs — dans le parti des indépendants, quand on veut apprécier ce procès dans toute son ampleur, non du point de vue d'un pédant, mais de celui du révolutionnaire matérialiste, — on se dit : ici, dans les cadres du Parti Communiste unifié, se créaient sur des bases nouvelles les conditions nouvelles du développement véritable du parti révolutionnaire prolétarien. Si le camarade Gorter ne le voit pas, nous ne pouvons qu'en être fâchés. Si l'organisation du K. A. P. D. (Parti Ouvrier Communiste allemand) qu'il représente ici et qui embrasse assurément bon nombre de vaillants révolutionnaires ouvriers, si cette organisation peu nombreuse craint d'entrer dans le

Parti Communiste unifié qui se forme non par un recrutement superficiel, mais dans les souffrances de la révolution, après de longues luttes, des scissions et des épurations, cette crainte prouve seulement que les chefs du K. A. P. D. jouent encore un trop grand rôle dans leur propre parti et communiquent aux ouvriers qu'ils dirigent cette défiance envers des masses prolétariennes dont le discours du camarade Gorter était pénétré.

L. TROTSKY.

## René BUREAU

Au moment de mettre sous presse le *Bulletin Communiste*, la nouvelle de la mort de notre ami René Bureau nous est communiquée. Elle nous surprend tous douloureusement. Bureau est mort ! J'avoue être bouleversé par cette fin subite. Je le vis pour la dernière fois à la Maison Commune, rue de Bretagne, avant une de nos réunions de la Commission Exécutive au Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. Nous avions évoqué les batailles menées ensemble, celles du Congrès de Tours et du Conseil National de Paris. Nous envisagions quelle devait être notre attitude en présence des problèmes multiples qui se posent particulièrement devant les militants des Fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise. Nous avions convenu d'un rendez-vous où nous aurions pu discuter plus à fond de ces questions. Nous avions siégé pour la dernière fois ensemble à la Commission des Résolutions, nommée par le Conseil National et chargée d'examiner les statuts du Parti. Au sein de cette commission, nous avions tous constaté l'esprit communiste qui animait René Bureau.

Bureau fut un des pionniers de la 3<sup>e</sup> Internationale en Seine-et-Oise. Il y fit une besogne féconde. Inlassablement, il répandit nos doctrines. Je me rappelle avec quelle joie il venait nous rendre compte, au Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, du résultat de ses efforts. Bureau a été un bon ouvrier du communisme.

Le Congrès de Tours le désigna comme membre du Comité Directeur, et après le Congrès, la Fédération de Seine-et-Oise l'élit comme secrétaire fédéral. Je sais quelle propagande il fit dans cette fédération, et avec quelle ardeur, il combattit les social-traitres.

Il y laissa sa santé. Il y a deux mois, Bureau dut abandonner ses fonctions. Sur les instances de ses amis, il partit se reposer à Cosne. Et, aujourd'hui, des camarades viennent m'annoncer qu'une crise cardiaque l'a enlevé. Bureau nous est ravi à l'âge de 34 ans. Il a lutté pour la 3<sup>e</sup> Internationale de toutes ses forces, de toute sa foi, il a naturellement subi les outrages des dissidents. Il était fier de leurs attaques.

• Nous ne pouvons que pleurer la disparition de ce bon militant. Le souvenir de son action servira d'exemple à tous nos camarades dans la lutte qu'ils ont entreprise contre le capitalisme et contre les social-traitres.

René REYNAUD.

## HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

### BROOKFIELD

Les journaux londoniens nous ont appris la mort du camarade Persy J. Brookfield, tué à la station de Riverton, dans l'Etat de l'Australie méridionale, par un certain Tomayoff, Russe d'origine. Mineur de son métier, le camarade Brookfield siégeait, depuis 1917, au Parlement de la Nouvelle-Galles du Sud. Brookfield était un homme excellent. Personnellement très brave, pénétré d'un profond amour pour la classe dont il était issu, entièrement dévoué aux intérêts de cette dernière, il avait passé dans l'atmosphère délétère d'un Parlement bourgeois, sans que sa mentalité en fût atteinte. Poursuivi par la haine de la bourgeoisie et par les éléments réactionnaires de son propre parti, il était le chef de l'armée ouvrière volontaire créée par les mineurs de Broken Hill. Cette armée avait pour but de s'opposer au gouvernement fédéral australien, dans ses tentatives de recruter des hommes pour la guerre. En 1917, Brookfield fut incarcéré pour participation à une bagarre contre une bande de patriotes qui avaient tenté de mettre à sac le local central de l'Union des I. W. W. Aussitôt après sa libération, il fut élu au Parlement où il adopta l'attitude la plus intransigeante. Pour ses discours contre la guerre, il fut l'objet, à maintes reprises, de poursuites judiciaires.

Brookfield prit une part active à l'affaire des douze membres de l'Union des I. W. W., condamnés à Sydney, en 1916, à des emprisonnements variant de 10 à 15 ans. Il s'efforça par tous les moyens d'obtenir leur libération, prononçant des discours et faisant des collectes en leur faveur. Son activité l'entraîna dans un conflit avec les membres conservateurs de son propre parti. Il insista pour que le parti ouvrier réclamât la libération immédiate des condamnés. A son tour, le parti exigea que Brookfield s'associât à sa proposition d'instruire à nouveau l'affaire.

Ayant refusé de signer cette proposition, le camarade Brookfield fut exclu du parti. Une nouvelle candidature fut alors posée. Mais Brookfield se porta candidat du Parti Ouvrier Indépendant et obtint aux élections une majorité écrasante. Les mineurs de Broken Hill se groupèrent autour de Brookfield et des douze condamnés qui, depuis quatre ans déjà, étaient sous les verrous pour leur travail révolutionnaire.

Par une coïncidence remarquable, les deux partis — ouvrier et nationaliste — recueillirent le même nombre de voix. Et ainsi, le camarade Brookfield, dont la voix était prépondérante, put décider de la question du pouvoir en faveur de l'un ou de l'autre parti. Il proposa son appui au parti ouvrier qui l'avait rejeté de son sein, à condition que ledit parti consentît à la nomination d'une commission gouvernementale impartiale pour la révision immédiate de l'affaire. Le parti ouvrier accepta et, grâce au soutien de Brookfield, obtint le pouvoir. La commission royale adopta le point de vue de Brookfield et reconnut innocents six des

condamnés. De plus, elle ordonna la libération de quatre autres, passibles de peines moins fortes que les premiers. Tous les condamnés furent relâchés le 3 août 1920, après quatre ans de détention.

Dans une lettre du 30 juin 1920, adressée à Tom Barker, le camarade Brookfield commente en ces termes cet événement :

« Je veux en quelques lignes vous communiquer les détails de cette importante affaire. Ce fut une lutte acharnée. Nos adversaires étaient forts, mais nous avons pour nous la vérité et la justice... Le résultat que nous avons obtenu doit insuffler une nouvelle vigueur aux champions de la vérité et de la justice, qui luttent dans les autres pays pour la libération de leurs amis emprisonnés pendant cette horrible guerre. »

Le héros est tombé, frappé par la balle d'un lâche assassin.

La presse avait publié que le meurtrier demeurait auparavant à Broken Hill, et que sa chambre était pleine de photographies des révolutionnaires russes les plus éminents. Mais ces détails mensongers n'avaient été répandus que pour masquer le meurtre infâme, purement politique, de l'un des meilleurs militants du mouvement ouvrier en Australie. Brookfield était l'un des plus vieux et des plus vaillants champions de la classe ouvrière russe en Australie. Ce n'était pas un politicien venu au mouvement ouvrier dans des buts intéressés. C'était un lutteur enflammé, héroïque, pour la cause du prolétariat, un chef qui ne s'abaissa jamais à une compromission avec l'ennemi. Quel qu'il soit, Tomayoff a été en cette affaire l'émissaire de la bourgeoisie australienne. Nous ne doutons pas — et toute la mise en scène de cet assassinat insensé le démontre clairement — que la bande abjecte des capitalistes et des gardes-blancs du parti ouvrier continue l'œuvre qu'elle a commencée en 1916, l'œuvre honteuse accomplie avec l'aide des traîtres, des menteurs, des témoins criminels et vénaux, dans le but d'étouffer le mouvement révolutionnaire à ses débuts et de remplir les geôles des meilleurs de nos militants.

Ce que Liebknecht fit pour l'Allemagne, Brookfield le fit pour l'Australie. Ce que Malon est pour la Chambre des Communes anglaise, Brookfield le fut pour les organes parlementaires australiens. Avec l'Australie, la Russie prolétarienne pleure la perte de ce vaillant. Moscou compatit à la douleur de la population révolutionnaire de Broken Hill, privée de son meilleur soutien ; comme elle, elle sent tout l'irréparable de cette perte. Que nos camarades de là-bas, enflammés par les mots d'ordre de Brookfield, s'élancent au combat et luttent jusqu'à ce que le prolétariat australien conquière la suprématie dans son pays.

A bas les gardes-blancs assassins et leurs agents !

Vive la révolution prolétarienne !

Tom BARKER.

# La Crise Politique et Economique DANS LES BALKANS

La guerre balkanique de 1912 fut l'avant-coureur de la guerre impérialiste mondiale. Ce ne fut pas pour la libération, pour l'union des peuples balkaniques que cette guerre fut menée, mais bien pour le partage des possessions turques dans les Balkans, pour les marchés, pour les débouchés économiques nécessaires à la bourgeoisie des États balkaniques : ce fut donc une guerre de conquête, au sens propre du mot. La bourgeoisie sut néanmoins en masquer le véritable but : elle mit en avant les idéals nationaux et réussit à jeter les masses dans la mêlée. La « Fédération Balkanique » fut constituée sous le protectorat de la Russie et de l'Entente. Mais la Bulgarie, qui formait le noyau de la Fédération et de sa politique d'agression, subit une défaite complète. Le partage du butin fut l'occasion de la brouille des alliés. La Macédoine, où l'élément bulgare est représenté par environ un million d'habitants, fut la proie de la Serbie. La Bulgarie ne peut donc réaliser son unité nationale. Aussi une nouvelle guerre de revanche était-elle inévitable.

L'ancien Parti Socialiste Ouvrier Bulgare, actuellement Parti Communiste Bulgare, ainsi que le Parti Ouvrier Serbe s'opposèrent résolument à cette soi-disant guerre nationale. Leurs prédictions sur son issue se réalisèrent. Mais la guerre balkanique ne fut pas seulement une guerre entre les États des Balkans. Ce fut aussi une lutte entre deux groupes de puissances impérialistes : l'Entente qui voulait faire de la Fédération Balkanique son instrument, et la Triple Alliance dont l'intention était de renforcer la Turquie et de s'ouvrir une voie vers Constantinople par les Balkans. La défaite de la Bulgarie jeta bas, dans le camp des empires centraux, la dynastie et les gouvernants bulgares qui, durant la guerre mondiale, se firent les instruments serviles de la Triple Alliance. Mais la dernière guerre fut pour la Bulgarie l'écrasement complet. En voici les résultats : 200.000 tués et 200.000 invalides, en tout 400.000 hommes ; en somme, la moitié environ de la population apte au travail a été anéantie. L'industrie bulgare, relativement encore peu développée, a été ruinée par la guerre. L'agriculture a perdu une partie considérable non seulement de sa main-d'œuvre, mais aussi de son cheptel (bœufs) qui, étant données les conditions primitives de l'exploitation agricole, représentait pour la Bulgarie une valeur inappréciable. L'outillage agricole est presque hors d'usage et les moyens manquent pour le renouveler. Il en est de même des transports qui sont dans un état déplorable. Par suite, l'exportation des produits agricoles est devenue impossible. Aussi le pays subit-il une crise économique qui va s'aggravant de jour en jour. Extérieurement cette crise se manifeste par l'encherissement de la vie et la dépréciation de la monnaie bulgare. La hausse des prix atteint des proportions inouïes : le pain a encheri de 10 fois, la viande, le lait, le beurre et le lard de 20 fois, le vêtement et la chaussure de 25 à 30 fois. Quant aux salaires, ils ne sont que 3 à 5 fois plus élevés qu'avant la guerre. Le revenu des paysans pauvres (c'est-à-dire de ceux qui, loin de pouvoir vendre leurs produits, ne possèdent qu'un lopin de terre trop petit pour les

nourrir eux-mêmes ou juste suffisant pour les faire vivre) a considérablement baissé. La situation des ouvriers et des simples paysans a empiré ; la gêne se fait de plus en plus sentir. Les ouvriers et les demi-prolétaires forment la majorité de la population en Bulgarie. Le nombre des ouvriers employés dans l'industrie, des artisans et des ouvriers se monte à 400.000 ; quant aux paysans peu fortunés, ils constituent les trois quarts de la population rurale. Dans notre pays, les petites propriétés sont la grande majorité. Économiquement la Bulgarie a été tellement affectée par la guerre impérialiste qu'il lui est absolument impossible, en régime capitaliste, de se relever de ses ruines.

La guerre a eu également des conséquences désastreuses pour les finances bulgares. La dette nationale se monte actuellement à 30 milliards, alors que la fortune totale du pays (d'après les données de 1911) ne s'élève qu'à 10 1/2 milliards. Le chiffre des dépenses prévues au budget atteint 5 milliards ; quant aux recettes, quoique les impôts aient plus que quintuplé, elles ne dépassent pas 1 1/2 milliard. Il a été émis pour 3 1/2 milliards de papier monnaie, garantis par une encaisse métallique d'une quarantaine de millions.

La crise économique et financière a eu pour résultat de déprécier la monnaie bulgare. Le leva est coté actuellement 7 centimes à la Bourse de Genève. Les échanges commerciaux avec l'étranger sont, de ce fait, devenus impossibles, de même que l'importation des machines dont dépend le relèvement de l'industrie.

Que fait la bourgeoisie pour remédier à cette situation désespérée ? La guerre a été pour elle une excellente affaire qui lui a permis d'accroître considérablement ses richesses. En 1911, la somme des dépôts dans les banques se montait à 100 millions de leva. Depuis le début de la guerre jusqu'à l'heure actuelle, il s'est fondé, en Bulgarie, plus de 100 établissements de crédit, au capital total de 1 milliard de leva. Mais, au lieu de faire servir les fonds qu'elle avait recueillis au relèvement de l'industrie, relèvement dont elle ne cessait de proclamer la nécessité, la bourgeoisie bulgare les a employés au commerce et à la spéculation. Accaparant tous les produits agricoles, vivres et matières brutes, elle a monopolisé le commerce, fait monter les prix et se livre à un agiotage effréné. D'où encherissement de la vie et gêne croissante de la classe ouvrière. La guerre a eu pour principal résultat d'enrichir une poignée de capitalistes, de banquiers et de spéculateurs et d'appauvrir le reste de la nation. Et ainsi s'est encore creusé l'abîme qui séparait la bourgeoisie du prolétariat et des petits propriétaires. Cette aggravation de l'antagonisme social contribue à renforcer en Bulgarie la lutte des classes.

La bourgeoisie bulgare s'est complètement discréditée. Durant la guerre balkanique, la politique des partis bourgeois russophiles, et par là même « ententophiles », a subi un échec retentissant ; il en a été de même, au cours de la guerre mondiale, de celle de leurs adversaires, les partisans de la Triple Alliance. Le nationalisme, seul idéal politique de la bourgeoisie bulgare, a fait honteux-

sement faillite. Celle-ci n'a plus aucun mot d'ordre capable d'entraîner les masses populaires dont elle a entièrement perdu la confiance. Elle ne conserve encore le pouvoir que grâce à sa dictature militaire et politique. Son rôle est fini ; elle doit quitter la scène et céder la place aux nouvelles classes révolutionnaires, aux ouvriers et aux petits propriétaires.

La crise économique et politique n'a pas affecté que la Bulgarie. Quoique sorties victorieuses de la guerre, la Yougo-Slavie et la Roumanie ont été fortement éprouvées. La Serbie qui a perdu la moitié de sa population a été dévastée, pillée de fond en comble. La guerre n'a profité qu'à une poignée de spéculateurs qui, masquant leurs appétits du drapeau du patriotisme, ont réussi à faire des fortunes colossales. Le rapide développement du mouvement communiste parmi les masses populaires de la Serbie est la meilleure preuve de leur détresse profonde. D'ailleurs, il n'y a pas que les ouvriers et les petits propriétaires qui expriment leur mécontentement des conditions générales de vie. La politique nationaliste de la bourgeoisie serbe, qui veut faire jouer à son pays le rôle de Piémont balkanique et imposer par la force des armes sa suprématie aux Croates, Slovaques, Bulgares et Bosniens, ne peut que soulever contre elle les nationalités opprimées. La victoire de la Serbie prouve, une fois de plus, qu'une politique bourgeoise, nationaliste, ne saurait réaliser l'unité nationale. La crise économique et politique qui sévit en Yougo-Slavie ne fait que s'aggraver. De même qu'en Bulgarie, la bourgeoisie ne veut ni ne peut remédier à la situation désespérée du peuple serbe. Au contraire, elle ne fait que contribuer à l'exacerbation de la crise. Discreditée aux yeux des masses dont elle a perdu la confiance, elle ne se maintient au pouvoir que par la dictature.

La Roumanie a été également éprouvée par la guerre, qui a fortement ébranlé la situation matérielle des ouvriers et des paysans. Les boyards (grands seigneurs terriens) roumains tiennent encore les paysans dans une servitude complète. La guerre terminée, les capitalistes et les boyards n'ont su qu'augmenter le fardeau des impôts pour les masses ouvrières et paysannes qu'ils ont soumises à une exploitation encore plus dure qu'auparavant. Aussi, la joie de la victoire a-t-elle été de courte durée.

La Grèce n'est pas dans une situation meilleure que les autres Etats des Balkans. Elle n'est point encore sortie de la guerre, mais ce n'est point pour ses intérêts personnels, c'est pour ceux des banquiers de Londres et des bourgeois d'Athènes qu'elle se bat.

Économiquement et financièrement tous les pays des Balkans : Bulgarie, Yougo-Slavie, Roumanie et Grèce sont, à l'heure actuelle, dans la dépendance complète de l'Entente qui les traite en véritables colonies.

Les classes dirigeantes ont vendu l'indépendance de leurs peuples pour les miettes de la table de l'Entente dont elles servent fidèlement les buts impérialistes.

Pour maintenir à l'intérieur sa domination de classe, la bourgeoisie a recours à l'aide de l'Entente. Mais cette politique de perfidie ne saurait durer, car elle n'apporte que la ruine et la mort aux peuples des Balkans qui comprennent déjà que ce n'est pas de la bourgeoisie qu'ils obtiendront leur émancipation.

Les partis socialistes des Balkans ont toujours lutté contre la politique nationaliste et belliqueuse de la bourgeoisie. Dès la première conférence socialiste balkanique de Belgrade en 1910 ils ont

milité pour la réalisation de la Fédération balkanique. Les nationalités qui peuplent les Balkans forment un tel mélange, elles sont à tel point hétérogènes que la Fédération est pour elles la seule forme d'union possible.

Mais la guerre impérialiste et la révolution russe ont montré que ce n'est pas la République Démocratique mais bien la victoire de la République Fédérative Soviétiste aux Balkans qui assurera l'émancipation de la classe ouvrière et l'unification des différentes nationalités balkaniques. Autrement dit, elles ont confirmé la justesse du point de vue des partis socialistes balkaniques qui ont toujours admis en principe que, seule, la révolution sociale pourrait apporter aux peuples opprimés la libération nationale. En janvier 1920, s'est tenu à Sofia le troisième Congrès du Parti Communiste Balkanique qui a posé les bases de la Fédération Balkanique. La tâche de la Fédération Communiste Balkanique consiste à établir aux Balkans une république socialiste fédérative soviétiste. Cette tâche est parfaitement réalisable, mais il faut que tous les partis communistes des Balkans agissent de concert, qu'ils lancent dans la lutte commune contre leurs dirigeants la classe ouvrière et celle des petits propriétaires. Le but ultime des communistes balkaniques est celui de leurs frères des autres nations : la fondation de la Fédération Mondiale des Républiques Soviétistes.

Les partis communistes bulgare, yougo-slave et grec ont adhéré à la 3<sup>e</sup> Internationale, ils en adoptent les thèses et les 21 conditions d'admission élaborées par le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Seul, le Parti Communiste Roumain n'a pas encore envoyé son adhésion officielle. Mais la gauche surmonte les derniers obstacles et, à n'en pas douter, ledit Parti entrera bientôt, lui aussi, dans l'Internationale Communiste. Les Partis Communistes balkaniques rejettent impitoyablement de leur sein tous les éléments réformistes et centristes ; ils mènent une guerre acharnée contre le centre qui est en ce moment l'ennemi juré de l'union du prolétariat de tous les pays, sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Le centre introduit la désunion, le désordre et la confusion dans les rangs de la classe ouvrière. Par bonheur, le Parti Communiste bulgare ne renferme ni opportunistes, ni centristes. Au dernier congrès du Parti yougo-slave, le centre, malgré l'estime générale dont son chef Draguich Lapatchévitch était l'objet, n'a obtenu qu'une minorité insignifiante. En Roumanie, les ouvriers sont entièrement acquis à la gauche du Parti.

La politique nationaliste, belliqueuse, conquérante de la bourgeoisie balkanique, et la guerre impérialiste, ont provoqué par tous les Balkans une crise économique et politique d'une acuité extrême. Les classes dirigeantes sont impuissantes à mettre fin à cette crise ; au contraire, par leur politique de brigandage et de perfidie elles ne font que l'aggraver. Aussi la lutte révolutionnaire des ouvriers et des classes pauvres aux Balkans croît-elle rapidement en intensité. Les communistes balkaniques ne sauraient fixer exactement le moment où les conditions de vie créées par la bourgeoisie pousseront définitivement les peuples dans la voie de la révolution. Mais ils travaillent avec ardeur à la création d'une organisation, fortement soudée et disciplinée ; ils ne cessent de se préparer à remplir, l'heure venue, honorairement leur rôle, sous le drapeau de l'Internationale Communiste.

Chr. KABAKTCHAEV.

# Les Problèmes Révolutionnaires en Amérique

On ne trouvera, dans cet article, qu'une esquisse de la situation aux Etats-Unis. Un immense pays d'une superficie de plusieurs millions de milles carrés, traversé de hautes montagnes, comprenant des plaines et des prairies illimitées, de vastes forêts d'arbres géants, des grands lacs, de merveilleuses chutes d'eau, de grands fleuves. Un pays qui possède, en outre, de vastes gisements de fer, des puits de pétrole, des mines de cuivre et d'étain, des métaux précieux et de l'or, un pays dont les richesses font penser à celles d'Ophir et de Golconde.

Et dans ce grand pays, plus de cent millions d'hommes, non une race, mais un amalgame d'aventuriers appartenant à toutes les races du monde, et formant une masse d'une homogénéité vénérable.

Presque tout ce peuple, quelle que fût autrefois sa religion, adore maintenant le veau d'or et ne s'agenouille que devant le dollar tout-puissant. Ce culte immoral a développé, dans des proportions monstrueuses, l'agiotage et la spéculation sur les aliments et sur les articles les plus nécessaires à la vie et au bien-être de la population. Une pieuvre monstrueuse, dont la tête à New-York — Wall Street — étire l'immense pays. Ses puissantes tentacules embrassent toutes les industries non seulement aux Etats-Unis, mais encore par delà les mers. Leur omnipotence s'étend à toutes les cités où existent des Chambres de commerce ou des associations d'industries et de commerçants, composées d'exploiteurs, de spéculateurs et voleurs du genre de ceux de la Wall Street, monstres humains disposant aujourd'hui d'une puissance beaucoup plus réelle que celle de tous les rois vivants. Par leurs efforts, le système a permis à un vieil homme chauve et décrépî qui s'appelle John D. Rockefeller, de devenir le maître absolu d'un milliard de dollars pris sur la richesse de la nation par exercice du contrôle de la *Standard Oil Company* et des trusts secondaires tels que l'*Amalgamated Copper Company*.

I. Pierpont Morgan nous révèle un autre prototype des créatures de la Wall Street. C'est le chef actuel de la grande maison de banque dont il a hérité d'un digne père qui commença sa brillante carrière en volant au gouvernement, pendant la guerre de sécession, de fortes sommes grâce à la vente des vieux fusils. En ajoutant à ces deux noms ceux des Kuhn, Loeb et consorts et de quelques autres personnages de cet acabit, nous connaissons le cœur et le cerveau de l'ogre malfaisant dont l'ancre est située à Wall Street. Son appareil excréteur, chargé de sales besognes, se situe à Washington (district de Columbia), où fonctionne le mécanisme politique de la classe capitaliste, tantôt sous l'égide du parti républicain, tantôt sous celle de ce parti démocrate, aujourd'hui discrédité au Parlement, qui pendant la guerre envoya le président Wilson et son épouse, magnifiquement escortés de 16 vaisseaux de guerre, conquérir Paris.

Ces partis politique, qui composent en grande partie les Chambres et le Sénat, sont eux-mêmes

largement composés des directeurs des grandes industries, soucieux toujours de remplir les ordres de leurs maîtres.

Les 48 Etats de l'Union possèdent de semblables mécanismes politiques de moindre importance, striés des mêmes couleurs et portant les mêmes tâches. Cette organisation politique a légalement concédé aux capitalistes les immenses richesses naturelles du pays. L'*Union Pacific Railroad Company* a, par exemple, reçu de larges bandes de terre s'étendant de toutes parts, dans un rayon de 20 milles, autour de toutes ses voies ferrées ; et si quelques lots de terres situés à proximité des lignes appartiennent au gouvernement, la compagnie reçoit *ailleurs* l'équivalent ; au total, elle possède des millions d'acres.

Des capitalistes ont acquis avec aussi peu de scrupules de vastes gisements de charbon. Un fait me revient en mémoire : comment David H. Moffat, de la *National Bank* de Denver, devint le propriétaire de presque toutes les mines de houille du Colorado. Le vol fut très simple : des prospecteurs recherchèrent les gisements de charbon ; David H. Moffat acquit bientôt les terrains désignés par les prospecteurs. Il a cessé de vivre, mais ces mines rapportent de gros bénéfices à ses héritiers.

Henri Miller, de la firme *Miller and Lux*, devenu propriétaire de 4.200.000 acres de terres, pâturages et terrains de culture, nous fournit un exemple saisissant de la façon dont la population a été dévalisée. Henri Millet m'a autrefois raconté qu'il avait commencé sa carrière en marchand ambulante, dont toute la richesse tenait dans le panier de viande qu'il portait. Il avait fait trois fortunes, disait-il : une pour son associé Lux, une pour ces damnés de voleurs d'avoués et de conseils, et une pour lui-même, et s'il s'était mis plus tôt en campagne, il aurait pu devenir le propriétaire de la Californie toute entière.

Un autre exemple encore nous est fourni par la veuve King (Texas), propriétaire d'un domaine si vaste que 50 milles séparent la porte de sa demeure de celle de son parc.

Ces exemples suffisent à montrer quel esprit de lucre est celui de la classe capitaliste américaine tout entière et pénètre même dans la mentalité de l'ouvrier. On a appris à ce dernier que tout garçon peut devenir président de la République et qu'il appartient à chacun de s'enrichir. Lincoln, bûcheron, et Rockefeller, aujourd'hui le Crésus américain, sont constamment donnés en exemple à la jeunesse américaine.

Les capitalistes, petits et grands, pensent que tout ce qu'ils peuvent prendre de leur vivant leur appartient légitimement et doit après leur mort passer à leurs héritiers. Pour défendre leur propriété privée, ils ont formé de véritables troupes d'étrangleurs de grèves et de fusilleurs, assistés par le ministère de la Justice, dont les mouchards entrent dans les organisations ouvrières et dont les agents servent la classe riche en toute occasion.

En règle générale, les capitalistes américains sont braves et d'esprit aventureux. Pour exploiter

les richesses de la nation, ils ont édifié un prodigieux système d'industrie, dans lequel le travail n'est qu'un rouage secondaire et doit se prolonger le plus longtemps possible pour le moindre salaire. Aussi arrive-t-il que les conditions d'existence du travailleur soient réduites à la plus lamentable indigence, et l'on trouve parfois aux Etats-Unis des coins de misère, auxquels ne peuvent se comparer que les bas-fonds des déshérités de Dublin, de Glasgow et de Whitechapel. Par contre, l'opulence du capitaliste égale celle de l'impérialiste ; il vit dans des palais entourés de grands domaines, il a des villas à Bar-Harbour, Maine, Newport, Rhode-Island, dans les villes d'eau de la Floride ou sur les plages de l'Atlantique. Il vit dans le luxe et l'indolence, jouissant des richesses créées par la classe ouvrière.

Pendant la guerre, celle-ci a connu une courte prospérité ; elle a pu gagner un peu plus que ce dont elle avait besoin.

Mais une vaste conspiration s'ourdît actuellement, dans le but de ramener les conditions d'existence au niveau d'avant-guerre. Cette véritable conspiration, bien qu'elle ne fût pas qualifiée ainsi, fut pour la première fois mentionnée dans la presse par un M. Allen, représentant de l'Association des Manufacturiers et des Négociants (*Merchant's and Manufacturers Association*).

La presse ne cessait de demander l'intensification de la production. M. Allen déclara qu'on allait procéder à une liquidation du travail, à une réduction des salaires, à la réouverture des ateliers aux non-syndiqués et que la production ne devait pas décroître. Déjà la grande industrie agissait dans ce sens. *L'American Woolen Company* (industrie du coton) fermait ses filatures. Les grands confectionneurs congédiaient des milliers d'ouvriers et d'ouvrières, les compagnies de chemins de fer diminuaient leur personnel. Les fabriques de caoutchouc d'Acron (Ohio) fermèrent. Cleveland, Toledo, Detroit, centres de l'industrie automobile, congédiaient des milliers de travailleurs, les grandes usines Ford fermèrent complètement.

Le mouvement s'étendit dans tout le pays et gagna jusqu'à l'industrie du vieux meuble (articles usagés) de la firme Weyerhouser et des autres sociétés industrielles du nord-ouest. Il en résulta une crise de chômage d'une telle ampleur qu'elle dépasse de loin les crises entraînées par les grandes paniques industrielles et financières, autrefois périodiques. La situation actuelle est déplorable. Six ou sept millions de sans-travail tombent rapidement à la charge de la bienfaisance. Ceci dans un pays infiniment riche, dont les ressources en régime communiste assureraient largement le bien-être à toute la population ouvrière.

Ces faits suffiront à indiquer au lecteur l'âpreté de la lutte des classes aux Etats-Unis, où le capitalisme est plus jeune, plus brutal, plus hardi que partout ailleurs et même qu'en Grande-Bretagne.

Le renversement du capitalisme retranché, comme il l'est aux Etats-Unis, exigera de la classe ouvrière toute entière un effort herculéen.

Aussi étrange que cela puisse paraître, les travailleurs américains n'ont cependant que peu d'esprit révolutionnaire, à l'exception de ceux qui ont formé l'association des I. W. W. et les Partis communistes.

La Fédération Américaine du Travail (A.F.L.) qui se présente comme l'organisation du mouvement ouvrier américain, mais qui défend en réa-

lité le capitalisme, compte 122 unions groupant les différentes nationalités, n'ayant entre elles qu'un lien très lâche et payant une minime cotisation qui sert à couvrir les frais d'entretien d'un Bureau Exécutif siégeant à Washington. Ce bureau comprend un président, neuf vice-présidents, un secrétaire, un trésorier. Jamais encore durant les 40 ans d'existence de l'A.F.L., il n'a rien fait pour la classe ouvrière.

Le troglodyte Gompers, personnage de taille minime et de moindre mentalité en est, moyennant des émoluments fixés à 12.000 dollars par an, le président. Sa fonction principale consiste à signer des articles virulents, surtout consacrés en ce moment à combattre la République Ouvrière de Russie et tout mouvement manifestant tant soit peu d'esprit révolutionnaire. Lesdits articles sont le plus souvent écrits par des renégats du socialisme. On peut dire sans exagération que le Bureau Exécutif de l'A. F. L. n'est qu'une réunion permanente de personnages grassement rétribués pour hanter les hôtels et les congrès, en priant de temps à autre les législateurs de différents pays d'adopter quelques mesures en faveur des travailleurs organisés. Car Gompers et ses satellites paraissent croire encore que la classe dirigeante peut légiférer dans les intérêts de ses esclaves. A la veille des élections, Gompers invite invariablement les ouvriers à « combattre nos ennemis et aider nos amis ». Le degré d'efficacité de la campagne a été révélé par les dernières élections où le Parti démocrate, dirigé par le gouverneur Cox (Ohio) et soutenu par Woodrow Wilson, ami et compatriote de Sammy le Crapaud, éprouva l'échec le plus désastreux depuis les jours de Tilden.

Les unions internationales (1) dont l'A. F. L. est composée, sont autonomes et agissent indépendamment les unes des autres. La grève de l'Acier, dans laquelle 24 organisations internationales participant à l'industrie de l'acier agirent de concert, a peut-être été la seule exception à cette règle. Il est bon de noter que malgré cette unité apparente, malgré l'existence d'un corps de 200 organisateurs et d'un fonds de 500.000 dollars, cette grève se termina par une lamentable défaite. Les possibilités de propagande révolutionnaire offertes par les meetings monstres furent même perdues. En fait, on avait même fait appel au patriotisme national et les cartes de membres des unions intéressées étaient imprimées en rouge, blanc et bleu.

Les congrès (conventions) de l'A.F.L. se tiennent annuellement au mois de juin dans diverses villes. Le dernier s'est réuni à Montréal (Canada). Ils sont composés de fonctionnaires des unions et l'on y revoit d'année en année les mêmes visages ; ils adoptent d'incolores résolutions, réélisent leurs fonctionnaires et consacrent la plus grande partie de leur temps à discuter avec animation des questions de juridiction intérieure. La plupart des litiges dont il s'agit proviennent de la structure des industries au sein desquelles les métiers sont délimités avec un soin minutieux.

Numériquement, les Mineurs Unifiés (*United Mines Workers*) forment la plus forte organisation de l'A. F. L. Ils groupent les travailleurs des mines de charbon, au nombre d'environ 1/2 million d'hommes. L'Union n'a que l'apparence d'une organisation industrielle. Le poison corporatif injecté dans ses veines l'a divisée en 29

(1) Dites internationales, parce qu'elles groupent des ouvriers appartenant à différentes nationalités.

sections différentes, dont chacune conclut des contrats collectifs expirant à des dates diverses, ce qui brise toute possibilité de solidarité ouvrière. Mentionnons ici que les mineurs des houillères américaines sont contraints par le patronat d'acheter les outils dont ils se servent, jusqu'au pétrole pour leurs lampes de sûreté et aux cartouches d'explosifs.

Afin de donner un exemple de l'effet déplorable des contrats collectifs, décrivons sommairement la grève du charbon du Colorado (district 15). L'Union des Mineurs recevait des fonds du quartier général et de certains districts voisins, tandis que des membres de la même organisation travaillaient, dans l'Etat voisin de Wyoming, à fournir les marchés que les grévistes avaient cessé d'alimenter : les mineurs de Wyoming étaient liés par leur contrat. La même œuvre néfaste fut accomplie par les mineurs du nord du Colorado contre leurs frères grévistes du sud du même Etat.

Il n'est presque jamais arrivé que les Mineurs Unifiés aient cessé de fournir du charbon là où ils avaient des camarades en grève, même dans les cas où leur abstention aurait pu être décisive. En fait, l'esprit de solidarité est presque inconnu des unions corporatives de l'A.F.L.

Actuellement encore, les mineurs de charbon de la Virginie-Ouest sont en grève. Ils ont eu bon nombre de tués. D'autres, plus nombreux encore, ont été assommés par les détectives et par les étranglants des capitalistes, tandis que des membres de la même union des Mineurs Unifiés continuent paisiblement leur travail dans les Etats voisins de Pensylvanie et de Kentucky, contribuant ainsi à la défaite de leurs frères. Ils doivent pourtant comprendre, s'ils sont doués de quelque réflexion, qu'après la défaite des mineurs de la Virginie, lorsqu'ils seront eux-mêmes contraints de se mettre en grève, ils auront à tenir seuls, eux aussi, car la défaite en Virginie signifiera la perte de l'Union.

Feu John Mitchell fut pendant quelque temps le président des Mineurs Unifiés. La presse capitaliste d'Amérique a dit de lui qu'il fut le plus grand leader ouvrier que le monde ait jamais connu. Il devint membre et président du Comité d'Accord Commercial (*Trades Agreement Committee*) de la *Civil Federation*, aux appointements annuels de 6.000 dollars. Il dut renoncer à ce poste lucratif pour ne pas être exclu de l'Union des Mineurs, ce qui lui aurait fait perdre son prestige dans le mouvement ouvrier. Il a laissé, à sa mort, un héritage de 300.000 dollars, ce qui montre assez que l'influent personnage de l'A.F.L. avait servi son maître capitaliste dans des situations autrement importantes que celles que lui offrait la *Civil Federation*.

Un autre exemple du genre Gompers est celui de Robert Brindell. Ce monsieur a fait ses petites affaires de façons variées et purge en ce moment une peine de prison. Brindell fut à la tête du Bâtiment. Il était en même temps associé à une firme de construction et mangeait de la sorte aux deux rateliers. Il fut condamné pour avoir tenté d'extorquer 20.000 dollars à une personne qui désirait construire.

Les querelles entre fonctionnaires des Unions suscitées par les entreprises de construction, ne sont pas rares. Il s'agit toujours d'obtenir du propriétaire de l'édifice en construction un pot-de-vin pour hâter l'exécution du travail. La coutume est si générale, que les firmes de construction réservent dans le devis des sommes définies pour les pots-de-vin à offrir aux leaders ouvriers de l'A.F.L. Ces derniers n'ont pas l'air de paraître fort bien

personnifiés par ce Steve O'Donnel qui, en sa qualité de président du Conseil du Bâtiment (*Building Trades Council*) de Chicago aurait, dit-on, réalisé une fortune assez grande pour se bâtir lui-même une maison de rapport estimée à plus de 300.000 dollars dans la Sheridan Road, l'une des plus riches avenues de la ville.

P. M. Arthur, autre personnage de cet acabit, mort Grand Chef de la Fraternelle des mécaniciens de locomotives (*Brotherhood of Locomotive Engineers*), organisation dont il avait voulu faire une aristocratie du travail, a laissé à ses héritiers une propriété qui leur rapporte de belles rentes.

La faute, en pareils cas, n'incombe pas tant aux hommes qui ont violé leurs devoirs envers la classe ouvrière : elle retombe davantage sur les unions ouvrières, formées et organisées de manière à induire véritablement leurs fonctionnaires à cette attitude. L'organisation des Unions des Métiers ou d'industrie de l'A. F. L. est si particulière qu'il est difficile de l'exposer devant les travailleurs des autres pays, pour que les syndicats conditionnent les progrès et la vie de la classe ouvrière.

Aux Etats-Unis, les unions n'ont pas pour but d'organiser la classe ouvrière, mais bien de protéger un petit nombre d'ouvriers privilégiés monopolisant certains travaux. Ceci :

1° En imposant à tout nouveau membre de l'union un apprentissage de plusieurs années ;

2° En exigeant, dans certaines unions, pour accepter un apprenti, que son père ait travaillé dans le métier à titre d'ouvrier (ces unions acceptent pourtant les fils des patrons) ;

3° En exigeant des droits d'entrée exorbitants. Exemples : les souffleurs de bouteilles exigent un droit d'entrée de 500 dollars. Les verriers, souffleurs de verres de Bohême, exigent 1.000 dollars. Les opérateurs des cinématographes exigent 3.000 dollars. Une catégorie d'électriciens exige 250 dollars. L'Union des Charpentiers exige en certains endroits 75 dollars. Le membre qui passe d'une localité à une autre doit, si les droits d'adhésion à l'union de la seconde localité sont plus élevés que dans la première, payer la différence ;

4° En exigeant quelquefois une épreuve du nouvel adhérent auquel on impose un dur travail mécanique. Ainsi font les peintres, les électriciens et d'autres unions.

5° En limitant le nombre des apprentis. La proportion admise est généralement d'un apprenti pour 7 ou 10 ouvriers. Les règlements de certaines unions défendent aux ouvriers de faire apprendre à leurs fils le métier qu'ils exercent eux-mêmes. Si, par exemple, 8 ou 10 ouvriers étaient pères de famille, on pourrait raisonnablement supposer qu'ils auraient presque tous des enfants mâles, dont la plupart seraient enclins à suivre le métier du père et viendraient un jour frapper à la porte de l'union. Celle-ci leur refuserait à presque tous le droit de travailler, et les pères devraient envoyer leurs fils au travail non qualifié de la campagne, à l'armée ou à la flotte capitalistes, ou encore dans les prisons et les pénitenciers... Par bonheur, les I. W. W. reçoivent cordialement ces déshérités des trade-unions corporatives ;

6° En refusant, comme les Unions des peintres, des décorateurs et des confectionneurs, d'admettre de nouveaux membres. Ces unions ont fermé, tout au moins temporairement, leurs livres ;

7° En refusant, comme l'Union Internationale des Coiffeurs, d'admettre les femmes ;

8° En exigeant que tous les membres soient citoyens américains ;

9° En excluant les travailleurs de couleur : nègres, Chinois ou Japonais.

Ces réglemens des organisations affiliées à l'A. F. L. attestent l'impossibilité de transformer cette dernière en organisation de classe. Sa caractéristique n'est pas la conscience de classe, mais un égoïsme corporatif conscient.

Gompers lui-même est le plat valet des politiciens capitalistes les plus marquants de Washington. Ses relations étroites avec l'administration démocrate du temps de guerre sont bien connues. Son amitié avec Wilson, triste personnage qui n'a plus la considération de personne, montre jusqu'où il est tombé, bien que sa chute ait coûté aux travailleurs d'Amérique leur virilité et le sacrifice de nombreuses vies humaines.

L'A. F. L. prétend que le nombre de ses membres a plus que doublé pendant la guerre ; il convient de noter que cette augmentation numérique ne fut pas le fruit de la propagande et du développement normal des organisations, mais le résultat de la pression du gouvernement des Etats-Unis et du Canada, qui contraignirent en somme les mineurs, les ouvriers du bâtiment et d'autres industries, à entrer dans l'A. F. L. Telle fut, pour Gompers, la récompense de l'œuvre néfaste qu'il avait faite en défendant l'orgie de mort capitaliste.

Le même immonde Gompers est, m'a-t-on assuré, responsable d'avoir le premier collaboré avec le Département de la Justice dans la persécution impitoyable des I. W. W., dont un grand nombre ont été tués et dont des centaines et des milliers remplissent les prisons des Etats-Unis.

La cruauté de Gompers, des politiciens et des capitalistes à l'endroit des I. W. W. vient de ce qu'ils se rendent compte que c'est là l'organisation qu'ils ont à redouter. Quoique relativement peu nombreux, les I. W. W. ont un esprit révolutionnaire indomptable. Une fraternité, une solidarité profonde, plus profonde qu'en aucune autre organisation que j'aie jamais connue, s'y manifeste à toute heure.

Les I. W. W. sont scientifiquement organisés par industrie. Ils ont soutenu des luttes plus sérieuses que toutes les organisations politiques ou soi-disant ouvrières des Etats-Unis, prises ensemble. Ils ont été emprisonnés par milliers pour leur participation à la lutte des classes. Après avoir soutenu nombre de grandes grèves, les I. W. W. n'ont jamais dû s'avouer vaincus. Ils ont annoncé l'Industrie Libre dans les coins les plus reculés du monde. Des centaines de leurs membres, revenus en Russie, ont participé avec vaillance à la grande Révolution. Jamais les Travailleurs Industriels du Monde ne se sont courbés sous le joug capitaliste ; mais ils s'inclinent aujourd'hui devant les héros d'une révolution qui a frayé la voie à la Paix du Travail et au bonheur d'un grand peuple. Puisse la révolution croître et s'étendre jusqu'au jour où tous les travailleurs du monde jouiront de l'industrie libre.

William HAYWOOD.

## LES BOLCHEVIKS ET LES PAYSANS

par N. LENINE

Une brochure ..... 0 40  
Franco ..... 0 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i> .....	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i> .....	0 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ....	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i> ....	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i> .....	2 "
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i> .....	1 25
.. <i>La Commune de Paris (préface de Zinoviev)</i> .....	5 "
.. <i>Voyage en Russie rouge (album de 60 vues)</i> .....	4 "

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges DANGON, imprimeur